



CONSEIL NATIONAL DU SIDA  
11, PLACE DES 5 MARTYRS DU LYCÉE BUFFON  
75696 PARIS CEDEX 14  
T. 33 [0]1 40 56 68 50  
F. 33 [0]1 40 56 68 90  
WWW.CNS.SANTE.FR

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FR

29/11/2012

## JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA : RÉAFFIRMER TROIS GRANDES PRIORITÉS

Cette année encore, et jusqu'en 2015, le mot d'ordre de la Journée mondiale de lutte contre le sida sera « *Objectif Zéro* ». Il reste environ 1000 jours pour atteindre cet objectif de zéro nouvelle infection au VIH, zéro discrimination et zéro décès dû au sida. A l'occasion de cette journée, le Conseil national du sida rappelle **trois grandes priorités** et annonce la **publication de ses prochains travaux**.

### ACCROÎTRE ET PÉRENNISER L'ACCÈS AU TRAITEMENT DANS LE MONDE

Le dernier rapport d'ONUSIDA<sup>1</sup> montre que **l'accès au traitement antirétroviral a augmenté de 63%** en deux ans au niveau mondial. Cette amélioration de l'accès a permis une réduction sans précédent du nombre de décès liés au VIH et une baisse du nombre de nouvelles infections au VIH. Néanmoins **6,8 millions de personnes qui doivent avoir accès à un traitement n'en bénéficient toujours pas**.

En conséquence, l'ensemble des acteurs de la lutte contre le VIH/sida, en particulier les Etats leaders dans la lutte contre le VIH, doivent redoubler d'efforts pour reconduire les crédits disponibles et augmenter leur niveau pour satisfaire aux objectifs du millénaire. Dans un contexte de ressources limitées, les Etats doivent largement recourir aux produits des **financements innovants**, dont la taxe sur les transactions financières (TTF), et œuvrer, au travers des accords commerciaux, à l'amélioration de **l'accès aux médicaments génériques** dans les Etats à revenu limité.

### RENFORCER LES STRATÉGIES ET LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE DÉPISTAGE

En dépit d'un arsenal thérapeutique conséquent et en progrès continu, l'incidence du VIH en France ne diminue que très marginalement et l'épidémie demeure active. Il apparaît plus que jamais nécessaire, dans un contexte d'offre préventive de plus en plus diversifiée, où les enjeux de la PrEP ont fait leur entrée cette année, de promouvoir des stratégies de **prévention combinée**, adaptées aux besoins et aux pratiques des personnes.

En matière de dépistage, malgré une légère augmentation en 2011 du nombre de sérologies effectuées (+4%<sup>2</sup>), le nombre de nouvelles découvertes de séropositivités est resté stable. L'enjeu de **réduire l'épidémie cachée** demeure donc central. Ces résultats, très en deçà des objectifs du Plan national de lutte contre le VIH/sida et les IST 2010-2014, justifient aujourd'hui une **mobilisation d'ampleur en faveur du dépistage**.

Dans un contexte d'élargissement de l'offre de dépistage et d'autorisation aux États-Unis d'autotests salivaires, récemment commercialisés et accessibles sur Internet, le Conseil national du sida a été saisi de **la question des autotests VIH** par la ministre en charge de la santé. Le Conseil rendra son avis à la fin de cette année.

### GARANTIR LES DROITS DES PERSONNES LES PLUS EXPOSÉES AU RISQUE

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, le Conseil national du sida rappelle que **la réponse à l'épidémie doit demeurer globale**. Les efforts en faveur de la prévention, du dépistage et de l'accès aux soins ne peuvent bénéficier aux populations, en particulier les plus vulnérables, que si elles bénéficient d'un environnement favorable.

A cet égard, le Conseil national du sida salue la décision de la ministre en charge de la santé d'**autoriser l'expérimentation de salles de consommation supervisées** en faveur des usagers de drogues injectables.

Le Conseil note néanmoins que des difficultés demeurent dans l'accès aux droits, à la prévention et aux soins, en particulier pour les personnes prostituées, les usagers de drogues sous main de justice, les migrants, notamment en situation irrégulière au regard du séjour. Sur ces questions, il est nécessaire d'assurer la cohérence entre les politiques publiques, et de **lever leurs contradictions**. Le Conseil rendra public au premier trimestre 2013 un Avis plus spécifiquement consacré à **l'accès aux soins et à la prise en charge des personnes migrantes**.

Contact :

- **Julien Bressy**, Chargé de communication : **01 40 56 68 52 | 06 35 26 85 71 | [julien.bressy@sante.gouv.fr](mailto:julien.bressy@sante.gouv.fr)**

<sup>1</sup> UNAIDS World AIDS Day report 2012 : [http://www.unaids.org/en/resources/campaigns/20121120\\_globalreport2012/](http://www.unaids.org/en/resources/campaigns/20121120_globalreport2012/)

<sup>2</sup> InVS, *Bulletin Epidémiologique hebdomadaire*, n° 46-47, 1<sup>er</sup> décembre 2012, p. 529-533.